Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Derrière l'attaque contre la Libye les stratégies de la guerre économique

Par Manlio Dinucci
Mondialisation.ca, 01 mai 2011
ilmanifesto.it 1 mai 2011

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Guerre USA OTAN
Analyses: LE MAGHREB

L'invasion de la Libye, contrairement à ce qui se dit, a déjà commencé. Sont en train de l'effectuer les unités d'assaut qui, opérant depuis longtemps sur le territoire libyen, ont préparé la guerre : ce sont les puissantes compagnies pétrolières et les banques d'investissement étasuniennes et européennes.

Quels sont les intérêts en jeu ? Cela émerge d'un article du Wall Street Journal, le réputé quotidien d'affaires et de finance (*For West's Oil Firms, No Love Lost in Libya*). Après l'abolition des sanctions en 2003, les compagnies pétrolières occidentales ont afflué en Libye avec de grandes attentes, mais ont été déçues. Le gouvernement libyen, sur la base d'un système connu sous le nom d'Epsa-4, concédait les licences d'exploitation aux compagnies étrangères qui laissaient à la compagnie étatique (*National Oil Corporation of Libya, Noc*) le pourcentage le plus élevé du pétrole extrait : étant donnée la forte compétition, ce pourcentage arrivait à environ 90%. « Les contrats Epsa-4 étaient ceux qui, à l'échelle mondiale, contenaient les termes les plus durs pour les compagnies pétrolières », dit Bob Fryklund, auparavant président de la société étasunienne ConocoPhillips en Libye.

Les raisons apparaissent ainsi clairement -par une opération décidée non pas à Bengazi mais à Washington, Londres et Paris- de la création par le Conseil national de transition de la « *Libyan Oil Company* » : un involucre vide, semblable à une des sociétés clé en mains, prêtes pour les investisseurs dans les paradis fiscaux. Elle est destinée à se substituer à la Noc, quand les « volontaires » auront pris le contrôle des zones pétrolifères. Sa mission sera de concéder des licences à des conditions extrêmement favorables pour les compagnies étasuniennes, britanniques et françaises. Seraient par contre pénalisées les compagnies qui, avant la guerre, étaient les principales productrices de pétrole en Libye : avant tout l'Eni (*Société nationale des hydrocarbures, italienne, NdT*) qui a payé en 2007 un milliard de dollars pour s'assurer les concessions jusqu'en 2042, et l'allemande Wintershall qui venait au deuxième rang. Plus pénalisées encore seraient les compagnies russes et chinoises, à qui Kadhafi a promis le 14 mars (2011) de donner les concessions pétrolières retirées aux compagnies européennes et étasuniennes. Les plans des « volontaires » prévoient aussi la privatisation de la compagnie d'Etat, qui serait imposée par le Fond Monétaire International en échange d' « aides » pour la reconstruction des industries et infrastructures détruites par les bombardements des « volontaires » mêmes.

Logo de la *Libyan Oil Company*

Il apparaît aussi clairement pourquoi a été créée, en même temps, à Bengazi, la « Central Bank of Libya », autre involucre vide mais avec une mission future importante : celle de gérer formellement les fonds souverains libyens -plus de 150 milliards de dollars que l'Etat libyen avait investi à l'étranger- quand ils seront « dégelés » par les Etats-Unis et par les plus grandes puissances européennes. Qui les gèrera effectivement est démontré par le colosse bancaire britannique Hsbc, principal « gardien » des investissements libyens « congelés » au Royaume Uni (environ 25 milliards d'euros) : une équipe de hauts fonctionnaires Hsbc est déjà au travail à Bengazi pour lancer la nouvelle « Central Bank of Libya ». Il sera facile pour Hsbc et d'autres grandes banques d'investissement d'orienter les investissements libyens en fonction de leurs stratégies.

Un de leurs objectifs est de couler les organismes financiers de l'Union africaine, dont la naissance a été rendue possible en grande partie par les investissements libyens : la Banque africaine d'investissement, avec siège à Tripoli ; la Banque centrale africaine, siège à Abuja (Nigeria) ; le Fond monétaire africain, siège à Yaoundé (Cameroun). Ce dernier, avec un capital programmé à plus de 40 milliards de dollars, pourrait supplanter en Afrique le Fond monétaire international, qui a jusqu'à présent dominé les économies africaines en ouvrant la voie aux multinationales et aux banques d'investissement étasuniennes et européennes. En attaquant la Libye, les « volontaires » (1) essaient de couler les organismes qui pourraient un jour rendre possible l'autonomie financière de l'Afrique.

Edition de dimanche 1er mai 2011 de il manifesto

http://www.ilmanifesto.it/archivi/fuoripagina/anno/2011/mese/04/articolo/4553/

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

(1) L'auteur se réfère ici à la communauté internationale.

La source originale de cet article est ilmanifesto.it
Copyright © Manlio Dinucci, ilmanifesto.it, 2011

Articles Par : Manlio Dinucci

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien il manifesto. Parmi ses derniers livres: Geocommunity (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; Geolaboratorio, Ed. Zanichelli 2014;Se dici guerra…, Ed. Kappa Vu 2014.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca